

Rapport du syndicalisme au politique.

Présentation de Bernard Duffourg

On débat de cette question depuis 2003. On la retrouve dans de nombreuses instances et de nombreux stages. Elle était théorique, mais elle devient un des éléments essentiels de la stratégie syndicale. Elle traverse l'ensemble du mouvement syndical.

Une frontière était posée par la Charte d'Amiens, mais la réalité impose des changements.

Nous sommes soumis à des échéances très proches. Les collègues sont en attente. La plupart des mobilisations se heurtent en effet à un refus catégorique du gouvernement et/ou du président de la République de les prendre en compte.

L'état de la situation politique, particulièrement à gauche, est un élément important du degré de détermination des collègues. Notre réflexion de fond est confrontée aux réflexions politiques.

Il faut passer aux travaux pratiques. L'exemple de l'initiative du 12 juin est à étudier.

Si le SNES a déjà commencé, les autres ont aussi évolué sur ce terrain. La CGT a pris contact avec les organisations de gauche. L'UNSA, génétiquement, le fait aussi avec le PS. Ce qui fait notre fond U&A, c'est de conserver notre indépendance et de susciter la discussion la plus large.

Pour faire passer ses réformes, Châtel contourne le SNES et cherche à l'isoler. On peut craindre que sur la question des rythmes scolaires, l'UNSA, la FCPE, l'UNL aillent dans le même sens. Châtel veut introduire de la division dans la profession. Il faut continuer à peser et à agir sur la politique gouvernementale, mais aussi se placer dans l'hypothèse de l'après 2012.

Qu'est-ce que ça signifie réellement pour nous que peser sur le politique ?

On rencontre l'idée qu'il faut qu'on s'implique dans l'élaboration des programmes de certains partis de gauche, qu'il faut peser par l'action sur le contenu de ces programmes et leur mise en œuvre. Il existe actuellement un créneau de quelques mois.

On a déjà fait des choses avec des politiques. Notre intervention n'a pas été inefficace avec le PS. Ce serait une erreur de s'en tenir là. Et les rencontres institutionnelles ne peuvent suffire ; comment on investit cette démarche localement ?

L'opinion publique est devenue une arme du mouvement syndical pour peser sur les choix.

Un des résultats de notre action, dans les années 90, a été l'investissement éducatif, la massification des lycées. Dans la fin des années 80, la question de la revalorisation a été payante, car cette idée était porteuse de l'idée de l'avenir du système éducatif.

Cette bataille en direction de l'opinion conduit à s'interroger sur ce que cela amène. On a eu une forte implication du travail des S1 vers les parents, puis il y eu usure.

Faut-il en rester à un discours généraliste en mettant des dossiers en valeur pour illustrer ce discours ?

La question des suppressions de postes est très importante. Elle touche l'ensemble du service éducatif et de ses missions.

Toute la dimension de l'interpro est de réfléchir sur les choix économiques, politiques et le partage des richesses.

Le choix de Sarkozy d'essayer de ratisser large sur l'extrême droite est fait pour répondre à un affaiblissement de ses positions et des valeurs libérales. La question des valeurs républicaines amène donc à réfléchir sur la mise en cause de certains principes républicains.

Il faut reprendre le débat, essayer d'avancer, réfléchir sur le choix de nos priorités, sur la façon de mobiliser le réseau militant sur ces thèmes.

Il est essentiel pour la dynamique de l'action de dégager les questions que l'on met en avant. C'est donc urgent.

Synthèse du débat

- Bilan du forum du 12 juin

Il y avait 3 objectifs : communication, affirmer le SNES comme incontournable, le SNES en lien avec des chercheurs. Des objectifs à poursuivre. Ce qui s'est passé n'est pas à balayer. Le sens du 12, c'était d'amorcer des rencontres permanentes.

Cependant, de notre côté, il a existé une réticence à faire participer les militants à ce type d'initiative. C'est une limite qu'il faudra dépasser.

- Les évolutions

Le syndicalisme que nous pratiquons a fait bouger les choses.

Le passé du SNES, c'est l'engagement politique de ses adhérents ; c'est une situation dépassée de notre côté mais pas dans l'ensemble des organisations syndicales.

Notre syndicalisme n'a pas peur du rapport au politique : prise de position sur les sans papier par exemple. Il ne craint pas de tirer de ses revendications un certain nombre de conclusions (fiscalité par exemple).

La crise aussi a bousculé la division du travail entre syndicat et politique. On ne traite aujourd'hui que de sujets politiques (redistribution des richesses, union européenne, éducation...). L'intersyndicale dans sa diversité pose des questions politiques.

On est toujours allés aux rencontres avec les politiques. Il y a des attentes des partis de gauche vis-à-vis des OS (recherche de gens de la société civile dont les syndicalistes, reprise de vocabulaire « culture commune ». La question est celle du maintien de notre indépendance.

De plus en plus des initiatives rassemblant syndicats, associations et partis, comme la votation citoyenne sur la Poste. Cela s'est accéléré : le 4 septembre s'est construit vite et d'évidence. On a déjà un champ d'expérience assez riche. On devrait chercher à l'exploiter sur l'éducation.

- Le champ des questions à soulever.

Il a donc largement évolué. Il faut que nous nous exprimions sur tous les sujets. La FSU a rencontré le PS sur les retraites, l'école. Le syndicat est légitime à parler de tout, sans oublier les questions européennes. Nous avons à traiter de l'intérêt général, à ne pas en laisser la définition aux élus. Les débats doivent traiter des valeurs, des objectifs : la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans, la lutte contre les inégalités dont souffre l'école. Les besoins sociaux que nous représentons doivent être le repère. Reste en débat le niveau de précision des questions à aborder dans cette démarche d'interpellation sur les programmes en cours d'élaboration.

La légitimité du syndicat se construit dans l'élaboration collective de la pensée, dans sa capacité à représenter la profession.

En même temps, on ne peut pas prétendre penser ces questions seuls. La pensée politique se forme en dehors des partis : dans des réseaux, des clubs des revues.... Echanger, ne pas avoir peur des controverses.

- Avec qui on débat ?

Avec tous les partis de gauche, sans tri préalable. Les partis affaiblis par une crise, une professionnalisation sont obligés de prendre en compte ce que l'on dit. C'est flagrant sur l'Europe.

Il y a de nombreux chausse-trappes à éviter.

Le temps politique, rythmé par les élections, n'est pas le temps syndical.

Ce ne sont pas les individus qui s'expriment mais l'organisation qu'ils représente.

Localement, nos interlocuteurs sont parfois élus d'une collectivité locale, en situation de responsabilité dans des domaines qui concernent le champ de nos interventions. Porter toujours le point de vue de la profession.

Veiller de façon précise à éviter toute instrumentalisation, en rendant publiques toutes nos initiatives et en y impliquant le plus grand nombre de collègues. Être à l'initiative.

- Poursuivre ce travail

- de réflexion en tenant le 3 novembre la table ronde sur la construction de la pensée politique
- de rencontres et d'échanges en les sollicitant au différents niveaux d'organisation du SNES.